
Enquêtes portant sur la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection du captage du Bioley sur le territoire de la commune d'Etercy (74) :

- Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- Enquête parcellaire.

Référence Tribunal Administratif de Grenoble : n° E21000030/38

Rapport d'enquête

- 1- *Procès-Verbal de synthèse*
- 2- *Documents associés*
- 3- ***Avis et conclusion motivés***

Table des matières

1	Contexte.....	3
2	Avis	3
2.1	Enquête DUP	3
2.1.1	Intérêt public du projet	3
2.1.2	Coût financier.....	4
2.1.3	Santé publique.....	5
2.2	Enquête parcellaire.....	6
2.2.1	Périmètre de protection immédiat	6
2.2.2	Périmètres de protection rapproché et éloigné.....	6
3	Conclusion.....	7



1 Contexte

Ce document présente mes avis et conclusion motivés à l'issue de « l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique conjointement à l'enquête parcellaire portant sur la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection du captage du Bioley sur le territoire de la commune d'Etercy (74) ». Il est rédigé sur la base :

- De la présentation du projet faite par le Maître d'Ouvrage ;
- De l'analyse du dossier proposé à la consultation du public ;
- Des visites sur le terrain ;
- Des observations exprimées par le public ;
- Des avis des différentes entités consultées ;
- Des réponses de la Maîtrise d'Ouvrage à ma demande de complément d'informations faite à l'issue des 3 permanences ;
- De la consultation des documents listés dans le chapitre « documents associés » ;
- De ma propre conviction.

2 Avis

2.1 Enquête DUP

2.1.1 Intérêt public du projet

La dérivation et le captage des eaux du Bioley sont opérationnels depuis 1955. Ils se situent sur la commune d'ETERCY au lieu-dit « Marais du Bioley », mais alimentent en eau destinée à la consommation humaine, exclusivement la commune voisine d'HAUTEVILLE-sur-FIER.

Pour rappel, une première Déclaration d'Utilité Publique a été donnée pour ce captage par l'arrêté du 26 juillet 2010. Cette DUP a été annulée par le Tribunal Administratif de Grenoble le 4 juin 2013, au motif que le rapport hydrogéologique de 1998 ayant servi de référence au projet, était trop ancien.

Le présent projet s'appuie sur un rapport hydrogéologique intitulé « *Avis sanitaire de l'hydrogéologue agréé sur la disponibilité en eau, la vulnérabilité et les mesures de protection du captage du Bioley* » en date du 16 septembre 2016 modifié le 17 octobre 2019 puis remis à jour le 24 novembre 2020.

Les mesures des débits et l'analyse de la qualité des eaux rapportées dans ce document, font que cette source est et restera la principale alimentation en eau potable des 1037 habitants d'HAUTEVILLE sur FIER et d'une entreprise de fabrication de fromage « La Fruitière des rives du Fier » implantée sur cette commune.

Aujourd'hui la dérivation et le captage des eaux du Bioley sont exploités par la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie (CCRST).

Je note que selon la CCRTS, la perte définitive ou pour une longue durée de la dérivation des eaux et du captage du Bioley, ne pourrait pas être compensée par une autre source située sur le territoire de la Communauté. La réalimentation en eau potable de la commune

3/8

d'HAUTEVILLE sur FIER devrait alors être réalisée à partir des ressources en eau de la collectivité voisine ; l'agglomération du Grand Annecy. Si une convention existe entre ces 2 collectivités pour des réalimentations en eau en cas de ruptures provisoires et de courtes durées, celle-ci ne prévoit pas une réalimentation définitive ou à long terme. Aucune solution alternative ne peut être proposée aussi la protection de cette source d'eau est nécessaire.

Compte tenu des conditions énoncées ci-dessus, j'émetts un avis favorable sur l'intérêt public du projet.

2.1.2 Coût financier

Le coût financier de l'opération a fait l'objet d'une estimation pour :

1. Les travaux à réaliser :
 - Autour du périmètre de protection immédiat (clôture, portail ...);
 - Sur la route RD 238 à proximité de la chambre de captage ;
 - Aménagements divers (Remblaiement zone drainante terre végétale ...).
2. L'acquisition des parcelles à exproprier sans toutefois différencier les coûts de frais inhérents aux acquisitions (bornage par géomètre, acte notarié ...) et l'indemnité proposée au propriétaire exproprié.
3. Les indemnités agricoles dues aux exploitants agricoles de la GAEC « La Ferme du Ruitoz », pour pallier les contraintes liées au périmètre de protection rapproché.

Concernant le point 3 ci-dessus je note, dans le document établi par la Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc, « Actualisation du calcul d'indemnités 2019 de la GAEC « La Ferme du Rutioz », en date du 29 octobre 2020 » les 3 points suivants :

1. L'indemnisation est estimée dans une fourchette variant d'environ 30% ;
2. Page 3 : « *le protocole agricole de 1992 ne prévoit pas les modalités de gestion liées à des surcoûts de construction bâtiment en lien avec la prescription de captage en eau potable.... L'obligation de couverture de la fosse (extérieure en surface) présentera quand même un surcoût : c'est ce point qui pourra faire l'objet d'une discussion entre les parties ...* ».
3. Page 4 : « *.... Ce type de dossier met autour d'une table de nombreux acteurs, avec des compétences et des intérêts différents; le maintien d'un bon niveau de communication et de transparence entre les acteurs est un ingrédient important de la compréhension des enjeux par tous, pour aboutir à un compromis acceptable* ».

Je note enfin la remarque de l'ARS en réponse aux observations de la Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc : « *Une étude agricole menée par la chambre d'agriculture sur les différents scénarios de modernisation de l'exploitation de la « Ferme du Rutioz » a été initiée en 2018 et est en cours actuellement. Une réunion est à prévoir avec l'exploitant pour déterminer les indemnisations possibles face aux contraintes induites par les prescriptions de la DUP* ».

Réf. TA Grenoble : n° 21000030 / 38

La négociation demandée par l'ARS a été initiée en octobre 2020 mais n'est pas finalisée à ce jour (22 juillet 2021). Elle intègre la participation de la collectivité au surcoût lié à la couverture d'une fosse à lisier à construire à la GAEC « La Ferme du Rutioz ».

A l'issue de l'examen des estimations des coûts financiers présentées dans le dossier, je recommande, avant prise de décision sur la DUP, l'ouverture ou la poursuite de négociations sur le montant des indemnités à attribuer :

- Au propriétaire de la parcelle AA47 soumise à expropriation.*
- Aux exploitants de la GAEC la « Ferme du Rutioz » conformément aux demandes édictées précédemment par la Chambre d'Agriculture et l'ARS.*

2.1.3 Santé publique

La pollution des eaux du Bioley présenterait un risque majeur pour la santé publique. Dans le rapport hydrogéologique il est notamment mentionné : *« En cas de fuite ou de débordement de la fosse à lisier, la qualité de l'eau du captage, serait impactée **immédiatement** et durablement. Il sera alors interdit de distribuer l'eau du captage du Bioley jusqu'à ce que les analyses montrent une eau qui respecte les exigences de qualité des eaux brutes destinées à la consommation humaine selon le code de la santé publique et l'arrêté du 11 janvier 2007 »*

Je note en conclusion de ce rapport l'avis favorable conditionné : *« Un avis favorable donné à l'utilisation du captage du Bioley pour l'alimentation en eau de la d'HAUTEVILLE sur FIER à condition que les travaux et les mesures de protections demandées soient mis en œuvre ».*

Pour prévenir le risque de pollution des dispositions sont prévues dans le projet 2020 toutefois, selon mon appréciation, les questions suivantes restent en suspens :

1. Dans le réservoir d'eau du Bioley, situé à 250 m en aval de la chambre de captage, un traitement des eaux est actuellement réalisé. Ce traitement serait-il suffisant en cas de débordement de la fosse à lisier ?
2. Au niveau de ce réservoir ou de la chambre de captage existe-t-il un système d'analyse de l'eau qui permettrait de détecter une pollution et d'alerter quasi **immédiatement** l'exploitant (CCRTS) ? Ce dernier devant procéder éventuellement et très rapidement si nécessaire, à une coupure d'alimentation et à l'information auprès de la population d'HAUTEVILLE-sur-FIER.

Cette seconde question a fait l'objet d'une réponse de la part de la CCRTS que j'estime imprécise quant au moyen d'alerte qui serait mis en œuvre en cas de débordement :

« On pourrait imaginer que dans le cadre du versement des indemnités à l'exploitant agricole, la CCRTS conventionne avec ce dernier et puisse être rapidement mis au courant en cas de débordement justement de la fosse. Plus que la communication du contrôle du niveau qui relève de la responsabilité de l'exploitant, il est surtout important que le trop plein éventuel de cette fosse soit dirigé à l'extérieur du périmètre. »

Au regard de l'importance du captage du Bioley pour la commune d'HAUTEVILLE sur FIER, il est nécessaire que les aménagements de prévention et d'alerte de pollution, soient

opérationnels dans les meilleurs délais notamment ceux concernant le débordement de la future fosse à lisier à construire à la « La ferme du Ruitoiz ».

Compte tenu de l'immédiateté des impacts sur la qualité de l'eau, souligné dans le rapport hydrogéologique en cas de pollution, j'estime nécessaire qu'une précision soit apportée par le Maître d'Ouvrage quant au système à mettre en œuvre pour alerter rapidement la CCRTS, lors d'une pollution des eaux du Bioley.

Concernant le risque de santé publique, mon avis consiste à reconduire et conforter les préconisations de la Chambre d'Agriculture, de l'ARS et de l'hydrologue, qui d'un commun accord demandent que les travaux et les mesures de protections soient mises en œuvre et intégrés dans la Déclaration d'Utilité Publique et réalisés dans les meilleurs délais.

2.2 Enquête parcellaire

2.2.1 Périmètre de protection immédiat

Dans le cadre du projet, les parcelles AA47, AA45 et AA46, comprises dans le périmètre de protection immédiat, doivent faire l'objet d'une expropriation.

Les parcelles AA45 et AA46 précédemment propriété de la commune d'HAUTEVILLE sur FIER, ont été rétrocédées à la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie, exploitant du captage du Bioley. Par contre la parcelle AA47 appartient aujourd'hui encore, à un propriétaire privé. Aucun échange direct et aucune proposition n'auraient été proposés par la CCRTS au propriétaire de cette parcelle pour convenir du montant de l'indemnisation.

J'émetts un avis favorable pour l'expropriation de la parcelle AA47 restant à acquérir pour finaliser le périmètre de protection immédiat. Comme énoncé précédemment je recommande que préalablement à la décision préfectorale, un échange formel et direct soit enclenché entre le propriétaire de cette parcelle et la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie afin de convenir du montant de l'indemnisation.

2.2.2 Périmètres de protection rapproché et éloigné

Aucune expropriation n'est envisagée sur les périmètres de protection rapproché et éloigné.

Je note dans la conclusion du rapport hydrogéologique : « *Le périmètre de protection rapproché établi ici (dans le projet 2020) est restreint et ne reflète pas le bassin versant de la source, qui correspond à un secteur un peu plus étendu que le PPE, englobant toute la colline du Crêt de Bioley.* ».

Cette remarque laisse à penser que le périmètre de protection rapproché aurait pu être étendu sur le périmètre de protection éloigné.

Réf. TA Grenoble : n° 21000030 / 38

Le document « État parcellaires » signale que les propriétaires et usufruitiers des parcelles comprises dans les périmètres rapproché et éloigné devront respectés des « servitudes » sans toutefois préciser la nature de celles-ci.

Je recommande qu'une information spécifique sur les servitudes et interdicts inhérents aux périmètres de protection, soit faite individuellement auprès de tous les propriétaires et usufruitiers des parcelles comprises dans le périmètre de protection rapproché ET éloigné.

3 Conclusion

La dérivation et le captage des eaux du Bioley sont opérationnels depuis 1955. J'estime nécessaire la mise en sécurité sanitaire de l'eau issue de cette source par la mise en œuvre des actions suivantes :

- L'instauration de périmètres de protections immédiat, rapproché et éloigné ;
- L'aménagement autour du périmètre de protection immédiat (clôture, portail ...) ;
- La réalisation de travaux sur la route départementale 238 située à proximité du drain et de la chambre de captage de l'eau ;
- Le respect des servitudes et interdicts concernant les constructions, aménagements et activités réalisés par les propriétaires et usufruitiers résidant dans les périmètres de protection rapproché et éloigné ;
- La mise en place d'un système de prévention afin d'éviter le débordement de la fosse à lisier située sur « la Ferme du Rutoz » ;
- La définition et la mise en œuvre d'un système d'alerte vers la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie, en cas de pollution des eaux du Bioley ;
- La prolongation, dans les meilleurs délais, du réseau d'assainissement collectif de la commune d'ETERCY, afin de raccorder toutes les habitations situées dans les périmètres de protection rapproché et éloigné.

Sur l'ensemble du projet j'émet un **avis favorable** accompagné de 3 recommandations et de 2 réserves.

Recommandations :

1. Les négociations entre la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie et les exploitants de la GAEC la « Ferme du Rutoz », sur le montant de l'indemnisation et de la participation financière pour palier au risque de débordement de la fosse à lisier, devront être conclues avant la DUP ;
2. L'actuel propriétaire de la parcelle AA47, située dans le futur périmètre de protection immédiat, devra être informé du montant précis de l'indemnisation pour la cession de la parcelle avant la Déclaration d'Utilité Publique ;
3. Les propriétaires et usufruitiers des parcelles comprises dans les périmètres de protection rapproché ET éloigné devront être informés individuellement sur la nature des servitudes et interdicts inhérents aux périmètres de protection.

Réf. TA Grenoble : n° 21000030 / 38

Réserves à lever avant ou dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique :

1. Les travaux et aménagements à réaliser ainsi que les mesures de protections à prendre devront être intégrés dans la DUP pour sécuriser la dérivation, le captage et éventuellement le réservoir du Bioley.
2. Le projet actuel est imprécis quant au système d'alerte vers l'exploitant (CCRTS), en cas de pollution avérée des eaux issues du captage du Bioley. Ce système d'alerte doit être défini, arrêté et mis en œuvre dans le cadre des travaux à réaliser.



Commissaire Enquêteur
Christian FONTANILLES